

DES ÉGLISES SONT DÉTRUITES FAUTE DE FINANCEMENT POUR LES ENTREtenir.



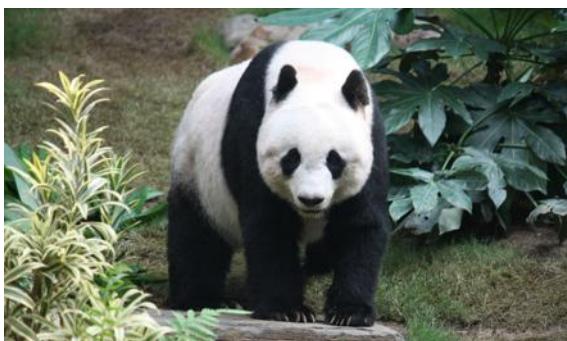
ESPACE



Nouvelle sortie orbitale pour deux astronautes

Deux astronautes des six membres d'équipage de la Station spatiale internationale (ISS) ont effectué hier une nouvelle sortie orbitale, la troisième depuis une semaine. L'objectif était d'installer des équipements nécessaires à l'amarrage des futurs vaisseaux commerciaux américains qui transporteront des astronautes à partir de 2017. Pendant cette excursion de près de sept heures, les Américains Barry Wilmore (52 ans) et Terry Virts (47 ans) ont notamment installé plus de 100 mètres de câblage et des antennes afin que les futurs équipages de ces vaisseaux puissent communiquer avec l'ISS. Photo AFP

ANIMAUX



Les pandas géants plus nombreux en Chine

La population de pandas géants vivant à l'état sauvage en Chine a augmenté de près de 17 % en dix ans grâce à des mesures de conservation environnementales. Selon une étude officielle chinoise, 1 864 pandas géants vivaient en Chine à l'état sauvage en 2013, soit 268 ursidés supplémentaires, ce qui représente une augmentation de 16,9 %. Et la Chine comptait également fin 2013 375 pandas géants en captivité, 166 mâles et 209 femelles. Pékin mène aussi une « diplomatie du panda » qui connaît un certain succès, les animaux devenant souvent des vedettes dans les zoos de leurs pays d'accueil. Photo DR

LE FAIT DU JOUR

SOCIÉTÉ LES COMMUNES ONT-ELLES LES MOYENS D'ENTREtenir LEURS ÉGLISES ?

Les clochers de France,

Démolition, transformation ou vente ? Les 45 000 églises de France sont-elles un patrimoine en danger ? Faute d'un entretien régulier, de nombreuses églises des XIX^e et XX^e siècles sont menacées.

Que serait la France sans ses clochers ? « Cela fait partie de l'ADN de nos paysages. C'est l'image de notre pays », réagit le député des Français à l'étranger et ancien secrétaire d'État au commerce Frédéric Lefebvre qui vient de lancer la pétition « SOS pour nos églises » sur le site internet change.org. Les 45 000 églises de France seraient-elles devenues un patrimoine en danger ? À moins d'un miracle, la tendance n'incite pas à l'optimisme. L'entretien des 40 000 édifices datant d'avant la loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État à la charge des communes devient de plus en plus problématique, faute de moyens financiers. La difficulté pour l'Église étant la même pour les 5 000 édifices construits après 1905.

« En 2013, sept églises ont été démolies, rappelle Maxime Cumenel, le directeur général de l'Observatoire du patrimoine religieux. En 2014, il y en a seulement eu deux ou trois... Une année d'élections municipales, ce n'est jamais bon de détruire une église. Mais en 2015, les maires vont se rattraper ». Avec seulement 4,5 % de Français se rendant à l'église et une pratique religieuse en forte baisse depuis les années 1970, les maires, au moment de faire des choix entre la rénovation du clocher et la construction d'un terrain synthétique de football, hésitent de moins en moins. « À

moins d'un sursaut improbable de la pratique catholique, la tendance va s'accroître », note Maxime Cumenel.

Fusion des églises...

Selon l'Observatoire du patrimoine religieux, la réforme territoriale devrait également avoir des conséquences insoupçonnées sur le paysage de nos campagnes. « L'État encourage les projets de fusion de communes. Mais quand quatre communes se réuniront, que deviendront leurs églises ? Ne feront-elles pas le choix d'en garder qu'une pour faire des économies supplémentaires ? », souligne Maxime Cumenel.

Une grande quantité d'édifices construits à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles risquent aussi d'être prochainement sur la sellette. « Ils arrivent aujourd'hui dans un état assez abîmé. Ils n'ont pas été entretenus durant tout le XX^e siècle, notamment parce qu'ils étaient "méprisés" à cause de leur style architectural considéré comme moins intéressant. Mais, maintenant, c'est un gros lifting qui leur faudrait », insiste Maxime Cumenel.

Certaines communes, surtout dans des territoires reculés, comme en Bretagne, pourraient opter aussi pour un abandon « soft ». « On ne démolira pas mais, dans le meilleur des cas, on fera un minimum de travaux. De nombreux élus laisseront aussi le temps faire les choses. Il suffit de se promener dans les campagnes pour



■ Entre 10 et 20 églises seraient vendues chaque

constater déjà les dégâts ». Et si le salut venait de la transformation des édifices ? Entre 10 et 20 églises seraient vendues chaque année dans l'indifférence générale. « Mais, à long terme, cela ne peut pas fonctionner. Surtout pour une commune. Un édifice religieux coûte trop cher à entretenir », soupire Maxime Cumenel. ■

Patrice Barrère

« SOS pour nos églises » : 9 000 signatures

Une pétition « SOS pour nos églises » a été lancée il y a trois semaines par le député des Français à l'étranger et ancien ministre Frédéric Lefebvre sur le site change.org. En fin de semaine, près de 9 000 signatures avaient été enregistrées. « Moi je ne veux pas voir une église détruite par une grue. Un petit village ne peut pas faire face à des travaux qui peuvent se monter à des centaines de milliers d'euros. Quand vous avez 1 000 habitants, il est

difficile de faire face sans soutien. L'État joue son rôle, les Régions, les Départements jouent le leur, mais aujourd'hui on voit bien que cela ne suffit pas », estime Frédéric Lefebvre. Le député réfléchit et travaille actuellement sur « un outil moderne de financement, notamment avec les acteurs du financement participatif, le crowdfunding ». « Mon idée serait de proposer une sorte de plan, clé en main, qu'un maire pourrait actionner et qui

déclencherait d'une façon coordonnée actions privées et publiques », ajoute Frédéric Lefebvre. « Si cette pétition est la seule réponse proposée par un député face "au crime contre le patrimoine" actuel, nous sommes au niveau zéro de la politique, s'empare le directeur général de l'Observatoire du patrimoine religieux. Si c'était ma boulangère qui se lançait dans ce genre d'initiative, je pourrais comprendre ».